

Direction Générale Adjointe Infrastructures
Départementales
Direction des Routes
Service Gestion de la Route

Arrêté N° 23-2417

**de restriction temporaire à la
circulation pour travaux**

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOZÈRE

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 3221-4
- VU le code de la route et notamment l'article R 411-21-1,
- VU le code de la voirie routière,
- VU l'arrêté modifié du 7 juin 1977 portant approbation de la 4^{ème} partie "signalisation de prescription" du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
- VU l'arrêté modifié du 6 novembre 1992 portant approbation de la 8^{ème} partie "signalisation temporaire" du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
- VU l'arrêté de Madame la Présidente du Conseil départemental n° 23-1918 du 18 juillet 2023 accordant délégations de signature,
- VU la demande de l'entreprise S.A.S. GALTA en date du 06/10/2023,

Considérant que les travaux d'aménagement au Sud de Saint-Étienne-Vallée-Française sur la **R.D. 984** nécessitent que la circulation soit réglementée.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : En raison du motif ci-dessus indiqué, des restrictions devront être apportées à la réglementation générale de la circulation sur la **route départementale n° 984** du **P.R. 26+210** au **P.R. 26+947** (entre Saint-Étienne-Vallée-Française et le carrefour avec la R.D. 983) sur le territoire de la commune de **Saint-Étienne-Vallée-Française**.

ARTICLE 2 : Ces restrictions à la circulation des véhicules s'appliqueront du **lundi 09 octobre (08h00)** au **vendredi 03 novembre 2023 (18h00)**.

Durant cette période :

- la circulation sera **interdite à tous les véhicules dont le P.T.A.C. est supérieur à 3,5 t**,
- une déviation sera mise en place localement par l'U.T.C.D. de Florac.

ARTICLE 3 : La signalisation de chantier réglementaire, conforme aux prescriptions particulières sera mise en place et entretenue (de jour comme de nuit) par l'entreprise S.A.S. GALTA. Celle-ci sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents ou accidents qui pourraient survenir du fait du chantier.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté devra obligatoirement être affiché sur le site du chantier par l'entreprise.

ARTICLE 5 : Le Tribunal Administratif de Nîmes peut être saisi, par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. Le Tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur des Routes,
Monsieur le Chef de l'U.T.C.D. de Florac,
Monsieur le Maire de la commune de Saint-Étienne-Vallée-Française,
Monsieur le Commandant de Groupement de Gendarmerie de la Lozère,
sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mende, le 06/10/2023
Pour la Présidente du Conseil départemental,
Pour le Directeur des Routes,
Le Chef du Service Études Travaux et Acquisitions Foncières
Stéphane MICHEL



Acte exécutoire
Mende, le 06/10/2023
Pour la Présidente du Conseil départemental,
Pour le Directeur des Routes,
Le Chef du Service Études Travaux et Acquisitions Foncières
Stéphane MICHEL

